



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34, avenue Maréchal Maunoury  
Cité administrative  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCA AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : VAT2025-0518

Code AIOT : 0010003899

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Les Bazinières 41800 Montoire-sur-le-Loir. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA AXEREAL
- Les Bazinières 41800 Montoire-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0010003899
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Montoire-sur-le-Loir, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en trois silos, ainsi qu'un séchoir de céréales.

L'exploitation de ces installations est encadrée par l'arrêté préfectoral du 17 mai 1999, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires des 22 mars 2002 et 2 mars 2012.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
16	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/1999, article 63 et 64	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
18	Isolement hydraulique	Arrêté Préfectoral du 17/05/1999, article 37bis	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
19	Gestion des situations d'urgence	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.17	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Informations des tiers_NC5_VI_1 1/10/2022	Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.19	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
5	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
6	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
7	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
8	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
10	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
12	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
13	Fonctionnement séchoir	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 4.1	/	Sans objet
14	Appareils de manutention	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.8 et 3.9	/	Sans objet
15	Propreté des silos	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi en continu des produits détenus
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus. Les noms commerciaux des produits sont accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. La répartition, par rubrique des installations classées, des états des stocks fournis, ainsi que les vérifications réalisées à documents consultés sont reportées dans le tableau joint en annexe du présent rapport (diffusion restreinte). La consultation, par sondage, des documents accompagnant les produits détenus ainsi que les fiches de données de sécurité de ces mêmes produits, n'appelle pas d'observation. <b>Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Informations des tiers\_NC5\_VI\_11/10/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2012, article 3.19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour tous les sentiers, chemins fréquentés par des tiers, situés aux abords des limites de propriété et concernés par les périmètres des zones de suppressions de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers, l'exploitant est tenu d'afficher des panneaux d'informations en limites de propriété visant à limiter la présence de ces tiers à proximité des installations à risques. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 11 octobre 2022 :</b>  <b>Il a été constaté l'absence de panneaux d'informations en limites de propriété (coté ligne de chemin de fer) visant à limiter la présence des tiers à proximité des installations à risques.</b>  Dans sa réponse du 3 novembre 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection : « Le 13 octobre 2022, le site a changé les panneaux cassés en limite de propriété (côté ligne de Chemin de Fer) Cf la photographie jointe. En cas de détérioration, le site dispose désormais de plusieurs panneaux en réserve. »</p> <p><b>Constat du 7 novembre 2022 :</b>  La visite in-situ a permis de constater la présence effective de panneaux d'information en limites de propriété visant à limiter la présence de tiers à proximité des installations à risques.  <b>Pas de non-respect constaté ; la non-conformité NC5 associée à la visite d'inspection du 11 octobre 2022 est soldée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Identification des zones à risque

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.  Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interviewé sur l'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir, l'exploitant a présenté le plan ETARE de son établissement, actualisé en date du 30 septembre 2022, ainsi que les schémas des zones explosives de ses silos.  <b>Le plan ETARE n'identifie pas les zones à risques présentés par le réservoir aérien de Gasoil Non Routier ainsi que par la station service associée.</b>  <b>Les plans présentés par l'exploitant n'identifient pas l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir, notamment les zones à risques présentés par le réservoir aérien de Gasoil Non Routier ainsi que par la station service associée.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de consignes mises en place sur l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAAL incluant notamment les consignes incendie, d'urgences, de nettoyage, de délivrance des permis feu, etc. La consigne CS 006 du 25 mars 2005, mise à jour le 10 août 2012, précise notamment les mesures à prendre pour travailler dans, ou à proximité d'une zone ATEX. Ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et tenues à la disposition de l'ensemble du personnel du site dans le classeur site et sur le portail AX'HOME du Groupe Coopératif AXEREAAL. <b>Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Interdiction d'apporter du feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique</li> </ul>

<p>d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de consignes mises en place sur l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL incluant notamment les consignes incendie, d'urgences, de nettoyage, de délivrance des permis feu, etc...</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion fait l'objet de consigne de sécurité clairement affichée.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>• l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>• [...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de consignes spécifiques relatives à la délivrance des permis de feu, ainsi que pour la visite préalable de chantier, d'autorisation de travaux et d'autorisation d'accès. Ces consignes sont tenues à la disposition des personnels du site dans le classeur site ainsi que sur le portail AX'HOME du Groupe Coopératif AXEREAL.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Plan de prévention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de</p>



<p>l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes spécifiques relatives à la délivrance des permis de feu, ainsi que pour la visite préalable de chantier, d'autorisation de travaux et d'autorisation d'accès font état de l'évaluation des risques et d'un rappel du plan de prévention établi, pour chaque entreprise intervenante extérieure, au niveau du groupe coopératif, pour l'année et l'ensemble des sites AXEREAL.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Dispositions du plan de prévention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R. 4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le plan de prévention de coordination et de sécurité délivré le 16 janvier 2025, au profit de la société DELANOUE, pour toutes les interventions à réaliser durant l'année 2025, sur l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL.</p> <p>Ce plan comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une présentation du groupe coopératif et de l'entreprise extérieure ;</li> <li>• la nature des interventions ;</li> <li>• la nature et la définition des risques rencontrés sur les sites AXEREAL ;</li> <li>• les risques liés à la co-activité et les mesures de prévention et de protection associés ;</li> <li>• les dispositions prises en matière de sécurité ;</li> <li>• l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>• les éventuelles prescriptions complémentaires.</li> </ul>

<p>Il interdit la sous-traitance.</p> <p>La consultation du plan de prévention de coordination et de sécurité délivré le 16 janvier 2025, au profit de la société DELANOUE, n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté le permis de feu délivré le 28 octobre 2025, au profit de la société DELANOUE, concernant la découpe d'une tôle, dans la tour de manutention du silo Béton. Une autorisation d'accès et de travaux, pour la période du 27 au 30 octobre 2025 a également été délivrée le 22 octobre 2025 à la société DELANOUE.</p> <p>Le permis de feu délivré le 28 octobre 2025 fait mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>du nom de la personne accordant le permis de feu et son visa,</li> <li>du nom du représentant de la société DELANOUE et son visa,</li> <li>des motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,</li> <li>la durée de validité du permis,</li> <li>la nature des dangers,</li> <li>les précautions particulières en fonction du type de matériel utilisé (poste à souder, disqueuse et perceuse),</li> <li>les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone dans un périmètre suffisant, l'arrêt et la condamnation des installations (manutention, aspiration...),</li> <li>les consignes de surveillance et de fin de travaux,</li> <li>les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, tels que la proximité d'un extincteur adapté au risque, l'éloignement des produits à risque, ainsi que les moyens d'alerte,</li> <li>l'enregistrement des rondes réalisées à l'issue du chantier et 2 heures après la fin des travaux.</li> </ul> <p>La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.</p>

<b>Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté/</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan de prévention de coordination et de sécurité délivré le 16 janvier 2025, au profit de la société DELANOUE, pour toutes les interventions à réaliser durant l'année 2025, sur l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL.</li> <li>• le permis de feu délivré le 28 octobre 2025, au profit de la société DELANOUE, concernant la découpe d'une tôle, dans la tour de manutention du silo Béton.</li> </ul> <p>Comme précisé au PdC n°8, le plan de prévention de coordination et de sécurité délivré le 16 janvier 2025 interdit la sous-traitance.</p> <p>Le plan de prévention rappelle que la sous-traitance nécessite une information préalable du donneur d'ordre qui établit alors un dossier de référencement et un plan de prévention pour l'entreprise concernée par cette sous-traitance.</p> <p>Le permis de feu délivré le 28 octobre 2025 ne fait pas mention de sous-traitance.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux</p>

éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation aux risques des entreprises intervenant sur site.

L'exploitant précise que la formation est réalisée sur la base du permis feu et de l'accompagnement par les agents du site.

Le plan de prévention de coordination et de sécurité établi annuellement au profit des entreprises intervenant sur les sites du Groupe Coopératif AXEREAAL rappelle les habilitations et formations requises.

Les entreprises intervenantes ont l'obligation de former leurs salariés à la manipulation des extincteurs et de fournir, pour les travaux par point chaud, un extincteur.

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Surveillance fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Le permis de feu délivré le 28 octobre 2025, au profit de la société DELANOUE, concernant la découpe d'une tôle, dans la tour de manutention du silo Béton fait mention des rondes réalisées, par l'exploitant, à l'issue du chantier et 2 heures après la fin des travaux.

La consultation de ce permis n'appelle pas d'observation.

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Fonctionnement séchoir**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2012, article 4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance de l'installation

**Prescription contrôlée :**

En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré que ses installations de séchage de céréales encore présentes sur son site

de Montoire-sur-Loir, ne sont plus exploitées depuis 2016.  
**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Appareils de manutention**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.8 et 3.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Asservissement et détecteurs de dysfonctionnement

**Prescription contrôlée :**

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de bandes Bandes non propagatrice de la flamme
Transporteur à chaîne	Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage Aspiration des poussières
Élévateurs	Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de sangles Aspiration des poussières Sangles non propagatrices de la flamme*
Pendulaire	Aspiration des poussières
Vis	Détecteur de surintensité moteur.
Appareils Nettoyeur, Séparateur	Aspiration des poussières. Détecteur de surintensité moteur
Filtres	Manches conductrices et équipements mis à la terre Moyen de contrôle de la pression Évacuation des poussières vers l'extérieur Ventilateur placé en aval du filtre

Ventilateur placé en aval du filtre
-------------------------------------

*\* En cas de remplacement uniquement*

Le calibreur présent dans la galerie intermédiaire à l'aplomb de la demi-cellule  $\frac{1}{4}$   $\frac{3}{4}$  est déconnecté ou supprimé.

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. Elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

**Constats :**

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués dans ce cadre, concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage, est joint en annexe du présent rapport.

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage avec la simulation de dysfonctionnement n'appelle pas d'observation.

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Propreté des silos**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Nettoyage

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>. Des

<p>dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) servent de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p>Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage a porté sur le silo béton. Les parties visitées (tour de manutention, galeries supérieure, intermédiaire et sous cellules) étaient propres, débarrassées de toute poussière.</p> <p>Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) servent de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Vieillessement des structures

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tenue des parois des silos</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.</p> <p>Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p> <p>En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé au contrôle visuel annuel de l'état de la structure de ses silos, en date du 6 février 2025.</p> <p>Plusieurs anomalies documentées (photographies et constats de désordres de niveaux D1 et D2, ainsi que quelques D3) ont été relevées. Le responsable du site a déclaré avoir transmis le dossier à la direction Technique d'AXEREAL.</p> <p><b>Le 7 novembre 2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les suites données à ces constats.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°16.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 17 : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/1999, article 63 et 64
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis. [...] Afin d'assurer la défense incendie, il y a lieu de :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. maintenir en parfait état de fonctionnement le poteau d'incendie de 100 mm existant sur le site, qui doit répondre à la norme française NFS 61-213 et offrir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h, sous un bar de pression dynamique ;</li><li>2. aménager une réserve incendie de 400 m<sup>3</sup>[...]</li></ol>
<b>Constats :</b>  Le bassin dédié à la défense incendie n'est pas opérationnelle. Elle est dépourvue d'eau et n'est pas accessible aux services de secours et d'intervention.  <b>L'exploitant ne dispose pas d'une réserve incendie de 400 m<sup>3</sup> aménagée suivant les dispositions de l'article 64 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 17 mai 1999.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°17.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 18 : Isolement hydraulique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/1999, article 37bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de retenue
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions appropriées doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. [...]
<b>Constats :</b>  La visite in-situ a permis de constater que la bêche du bassin de retenue du site était endommagée. D'autre part, le niveau maximal d'eau pouvant être présent pour disposer de la



capacité de retenue requise n'est pas matérialisé.

**Le bassin de retenue des eaux potentiellement polluées n'est pas étanche ; la bâche du bassin est endommagée à divers endroits. Par ailleurs, le niveau maximal d'eau pouvant être présent pour disposer de la capacité de retenue requise n'est pas matérialisé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°18.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 19 : Gestion des situations d'urgence

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inertage

**Prescription contrôlée :**

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
    - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
    - des mesures de protection définies à l'article 3.3 du présent arrêté ;
    - les moyens de lutte contre l'incendie ;
    - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours :
  - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
  - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
- la procédure d'inertage pour les cellules béton fermées qui précise notamment :
- la localisation et les caractéristiques du système mis en place.
  - les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;
  - le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;
  - les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

**Constats :**

**Les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées par l'exploitant ne**

comporte pas :

- le plan des installations avec indication de l'ensemble des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

La procédure d'inertage pour les cellules béton fermées ne précise pas la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules), le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte et les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz sont disponibles à tout moment, sur le site et au siège social de l'entreprise. **Ces consignes sont générales et ne reprennent pas les caractéristiques propres au site de Montoire-sur-le-Loir.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°19.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois